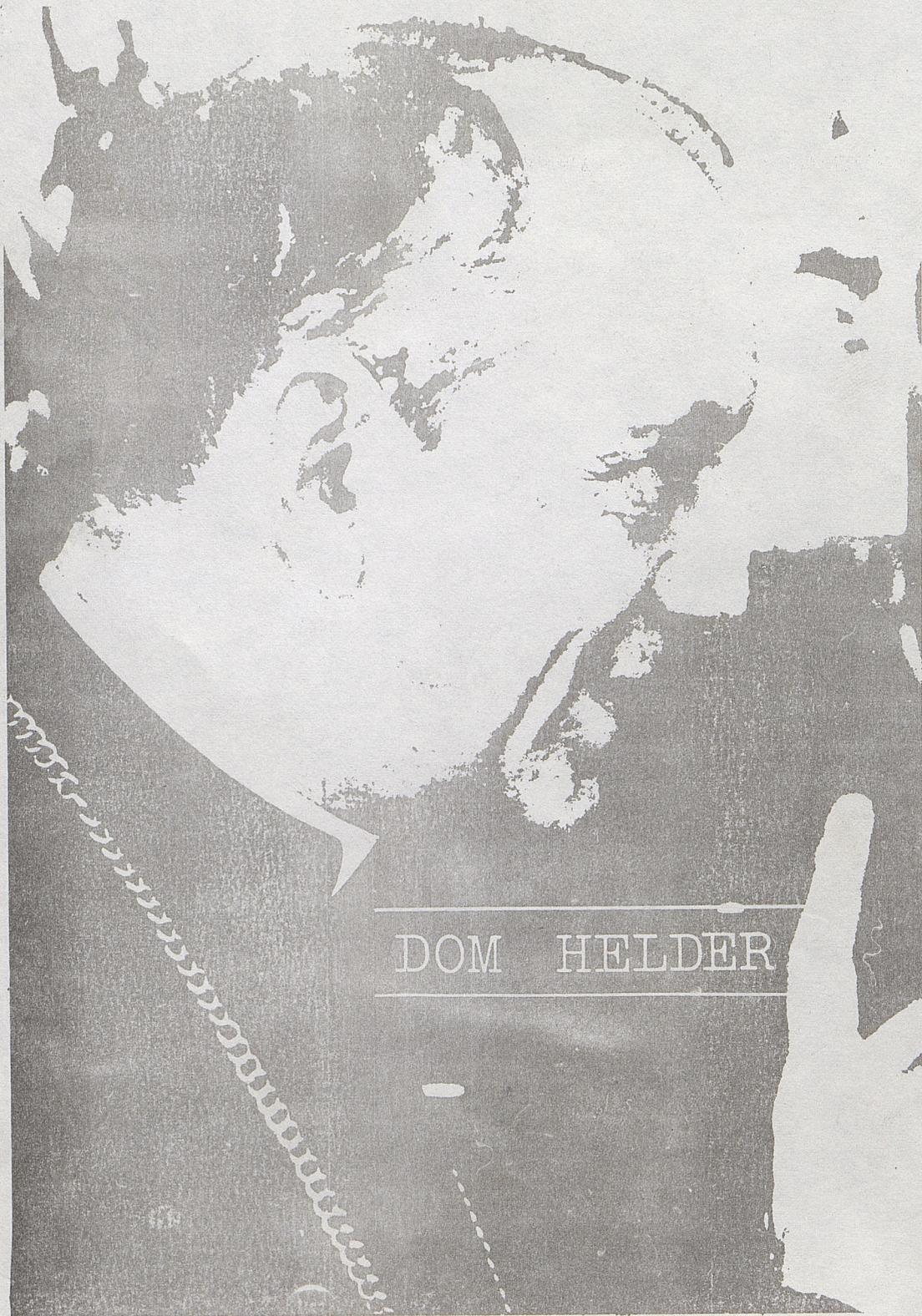


1 seul n° pour 1972

n° 28 mai-juin 1972

front  
brésilien  
d'information



DOM HELDER

40 p. 8029

# SOMMAIRE

Editorial.....	I
-La Politique extérieure du Sous impérialisme	
-Le tir par la culasse.....	1
-La Conquête de l'Amérique Centra le.....	2
-Le revers Venezuelien.....	3
-Retour a Portugal.....	4
-Le Brésil s'occupe de la Bolivie	4
-Les Andes sont-elles infranchissables?	6
-Les projets anti-Uruguaï.....	6
-Entre amis.....	7
-L'Argentine questionnée.....	8
-Déclaration (du Conseil Mondial de la Paix) Sur la situation tra gique au Brésil.....	9
-La zone du Cacao vit en état de calamité.....	10
-A propos des rapports.....	11
-Don Helder Il.....	11
-La santé : le Brésil sans masque.	14
La Repression	
- Morts .....	18
- Disparus .....	19
-La Violence contre le Paysan ....	20
-Les Pillages recommencent au Ceara	21
-Communiqué du Comité de Solidarité France-Brazil.....	22



La dictature militaire brésilienne dispose d'immenses ressources. Dans le monde entier elle mène une offensive diplomatique pour assurer sa survie. Nous ne disposons que d'une cause juste et de notre foi dans l'effort du peuple pour se libérer. C'est au nom de cet effort et de ceux qui sont engagés dans la lutte au Brésil que nous vous demandons de manifester votre solidarité par des contributions financières. Vos donations pourraient être versées au nom de Mlle DUPONT CCP..... 2128539, PARIS.

FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION.



## Editorial

Le président Garrastazu Médici a proposé au Congrès National un amendement à la Constitution déterminant que les gouverneurs et vice-gouverneurs des États de la Fédération soient élus par les chambres législatives provinciales et non au suffrage universel tel qu'il était prévu dans la Charte Constitutionnelle. La proposition présidentielle, équivaut pratiquement à un décret ayant d'être "apprécié et approuvé" par les députés, elle est tenue comme une décision définitive et sans appel.

La nouvelle, elle-même, ne mériterait, d'être reprise ; elle serait à classer dans la rubrique des "Faits Divers". Néanmoins ce "Faits Divers" met en évidence la vraie situation politique brésilienne.

La dernière Constitution brésilienne, imposée par la junte militaire qui s'est emparée du pouvoir au moment d'une crise ouverte par la maladie du président Costa e Silva, établit qu'à partir de 1974 les gouverneurs ont été "formellement" élus par les chambres législatives provinciales. Dans la réalité en 1970, le président Médici a imposé les noms des candidats à être "élus" par les députés en ayant soin de choisir, un dirigeant du MDB (parti d'opposition) pour le poste de gouverneur de l'État de Guanabara où ce parti est majoritaire.

Les militaires avaient calculés qu'en 1974 les conditions seraient réunies,



pour permettre au régime de se donner, une quelconque apparence de légitimité en organisant des élections directes au moins au niveau des Etats. Le président Médici lui-même est allé jusqu'à promettre le "rétablissement intégral de la démocratie" avant la fin de son mandat (1973). Ils n'ont pas manqué ceux qui ont pensé que le successeur de Médici (un général, bien sûr) serait ainsi élu au suffrage universel; les plus optimistes ont voulu croire que Médici se donnerait un président civil comme successeur. Quel est donc le sens de la dernière décision présidentielle ?

1. Le Gouvernement se sent assez fort, pour pouvoir "faire et défaire" la loi comme bon lui semble. En tant que gouvernement-délegué par la classe bourgeoise associée aux intérêts monopolistes surtout nord-américains, il sait très bien qu'il peut contrarier les intérêts particuliers des personnalités et des groupes de cette classe dans la mesure où la bourgeoisie n'a pas d'alternative pour la défense de ses privilèges, et de ses intérêts de classe. Dans ces circonstances les tensions politiques, qui se manifestent au niveau du Congrès, des chambres provinciales, des partis politiques légaux, n'ont une importance que très limitée. Le journal, "O Estado de Sao Paulo" en faisant acte de la décision présidentielle concernant les élections des gouverneurs, a pu écrire que "la décision du président de la République ..... a surpris les membres du Congrès National, aussi bien ceux de l'ARENA (gouvernementaux) que ceux du MDB", mais surtout elle a barré le chemin "à n'importe quel espoir de normalisation politique". Le quotidien de la haute bourgeoisie de Sao Paulo ajoute qu'il est tactiquement difficile de comprendre comment un gouvernement si soucieux de sa

propre image et si préoccupé de l'améliorer "prenne une telle décision quelques jours à peine après les commémorations du 8ème anniversaire de la "révolution".

2. L'amendement proposé par le gouvernement se veut justifié par des raisons, qui cachent très mal les vraies motivations. Après avoir rappelé qu'en 1966, et en 1970 "les élections indirectes se déroulent dans une ambiance de calme et d'ordre - "et qu'elles "ont exprimé la volonté populaire", le gouver-

nement juge qu'il faut maintenir cette procédure " afin de préserver le climat de tranquillité, de confiance et de travail, indispensable à la consolidation, des nos institutions sociales et politiques". En fait il s'agit de maintenir "l'ordre" indispensable à l'affermissement du pouvoir bourgeois et des intérêts du capital international. Ce que le gouvernement militaire tient à rappeler à la bourgeoisie c'est que, les intérêts de classe ont la primauté sur les intérêts privés. Le sénateur - Daniel Krieger - (ARENA-Rio Grande do Sul) donnait l'exemple de soumission et de "compréhension" que le général président demande, et, au besoin, impose, à tous ceux qui politiquement le soutiennent. Krieger disait en janvier, que l'opposition - comme d'ailleurs ceux, qui appuient le gouvernement - n'ont pas toujours une vraie connaissance de la situation réelle du pays, mais le Président, lui, l'a." (Estado de Minas, 5 - 1 - 72).

3. Que sait donc le Président, sans que, le sachent les avocats de la "normalisation politique", des ouvertures politiques, de la légitimation du pouvoir, par le vote populaire ?

Le président Médici sait que la bourgeoisie brésilienne ne peut pas courir volontairement les risques qu'a du courir la bourgeoisie uruguayenne et que, la bourgeoisie argentine va probablement affronter. Des élections directes, pourraient se faire, et dans les circonstances actuelles, le gouvernement aurait tous les moyens d'en sortir victorieux. Les élections ne feraient donc, pas peur. Mais une campagne électorale fait peur, à longue échéance; il serait dangereux de libérer, pour peu que ce soit, la voix populaire.

Le président Médici sait très bien que l'inflation n'a pas été contrôlée - loin de là - malgré les sacrifices imposés au peuple qui doit la financer. Le journal "O Estado de Sao Paulo" reconnaît, sans peine, que "dans l'inflation (se trouve) la vraie raison qui a déterminé le choix des élections indirectes" dès que "les mécanismes mis en place pour - la contrôler - tels que la correction monétaire, le change flexible, la réévaluation de l'actif des entreprises ont fini par devenir, eux aussi, des facteurs d'inflation" (Edition du 18 avril 1972). \*

# LA POLITIQUE EXTERIEURE DU

## SOUS • IMPERIALISME

LA DIPLOMATIQUE BLINDE DES MILITAIRES BRÉSILIENS A ÉTÉ INAUGURÉE EN FÉVRIER 1971 À L'OCCASION DE LA III<sup>e</sup> ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA) CONSACRÉE À L'EXAMEN DU "TERRORISME".

LE BRÉSIL QUI CONVOQUA CETTE ASSEMBLÉE FUT AUSSI L'AUTEUR DU PROJET RÉDIGÉ PAR LE COMITÉ JURIDIQUE INTERAMÉRICAIN (CJI) QUI AVAIT POUR BUT DE RAYER DU CONTINENT LE FANTÔME DU "COMMUNISME". UN TEL PROJET CARACTÉRISAIT TOUT ACTE POLITIQUE COMME DÉLIT COMMUN, ET OBLIGEAIT AINSI LES PAYS MEMBRES À REFUSER LE DROIT D'ASILE.

### le tir par la culasse

À l'époque où le Brésil présentait sa proposition, des échanges importants se développaient en Amérique Latine. Le Noël précédent le Pérou grâçiait ses prisonniers politiques. À la même époque, la Bolivie libérait tous les révolutionnaires enfermés dans ses prisons, et parmi eux Regis Debray qui avait participé aux guerrillas du Che. Au Chili, le gouvernement de l'Unité Populaire agissait de même, et avait des idées très nettes en ce qui concernait le rôle de l'OEA. Le délégué du Chili, Luis Herrera, en profita pour dénoncer l'imperialisme nord-américain, et ainsi contribua à isoler la position stérile du chancelier Gibson Barbosa.

Une troisième position, comme pour être modérée, représentée par Aristides Calvani du Venezuela, et adossée par les États-Unis, le Mexique, le Costa Rica, le Salvador, le Honduras et la Trinité "exclut l'initiative de limiter les souverainetés individuelles des pays membres pour octroyer le droit d'asile".

L'Argentine qui jusqu'alors s'entendait parfaitement avec son voisin, ren-

voyant systématiquement les réfugiés politiques qui franchissaient ses frontières, changea devant le revers évident du Brésil, et son chancelier José Maria Pablo Pardo se perdit en divagations techniques au sujet de la jurisprudence qui régit le droit d'asile. L'échec de la position brésilienne, de fendue à la réunion de l'OEA et qui n'eut l'appui que de son valet le Paraguay, fut une leçon pour les militaires non habitués jusqu'ici aux subtilités diplomatiques. La question étonna à l'Itamaraty qui trouva la solution dans des accords bilatéraux.

Alors que l'Itamaraty préparait l'entrée diplomatique, le quotidien "O Estado de Sao Paulo" se chargeait de diriger les attaques contre l'OEA en qualifiant l'organisation d'être "un organisme moribond, désintégré et incapable". Par ailleurs, dans le meilleur style chauviniste, ce même quotidien exaltait le "rôle que le Brésil a à tenir" dans son processus de gigantisme et la nécessité de ne pas perdre son temps à des disputes juridiques ou réthoriques, typiques des latino-américains, ou sur des sujets qui ne servent que l'exploitation de la démagogie".

En mars commença le marathon diplomatique des gorilles. Le chancelier Edgardo Mercado Jarrin, du Pérou, se rendit pour la première fois au Brésil du 22 au 27 mars. Le Brésil octroie alors au Pérou un ensemble des crédits de 10 millions

de dollars et signe plusieurs accords en vue d'étudier le développement de l'Amazonie, aux frontières.

L'objectif principal brésilien ne fut pas atteint : l'accord sur le terrorisme ne fut pas signé et la position de Jarrin, divulguée lors de l'assemblée de l'OEA maintenue :

"Je souscris en tous points à la position de l'Eglise Catholique du Brésil lorsqu'elle énonce dans un document célèbre : nous ne pouvons offrir au terrorisme de la subversion le terrorisme de la répression".

L'offensive diplomatique se poursuivait avec la visite du chancelier Gibson Barbosa au Paraguay, en préparation à la rencontre de Medici et de Stroessner. La rencontre de Gibson et de Peña Pastor fut couronnée de succès : un accord fut conclu concernant la pénétration des capitaux brésiliens dans le pays voisin et on n'eut pas besoin d'emprunter des dollars. Le Brésil construisit un pont au-dessus du rio Paraguay sur la route Transchaco, et une route entre les villes de Encarnacion et Presidente Stroessner. Tous les accords antérieurs furent confirmés. C'est en liaison avec la Centrale Electrique Jupia que le Brésil, construit sur le territoire paraguayen, et qu'il administre 12 millions de KW d'énergie. De plus, Gibson se rendit sur

le pont inaugurée par Medici, sur le fleuve Apa. Il coûte 240.000 dollars, et fut totalement financé par le Brésil et les entrepreneurs brésiliens en profitèrent pour augmenter leurs investissements dans l'industrie du bois, aujourd'hui entièrement contrôlée par le Brésil, et pour compléter des accords de construction d'usines alimentaires et d'industrialisation d'huiles végétales. Et enfin, en ce qui concerne le "terrorisme", ils se mirent d'accord qu'il est dans l'intérêt des deux gouvernements de rayer le "communisme" de leurs territoires".

---

## La conquête de l'Amérique Centrale

---

La recherche de marchés par le Brésil, la volonté d'étendre ses frontières idéologiques atteignit l'Amérique Centrale

avec les visites en juillet 1971 de Gibson au Nicaragua, dans l'Honduras et Salvador, Costa Rica et Guatemala.

Au Nicaragua Gibson parla sans intermédiaires directement avec Somoza. Ils échangèrent leurs expériences sur la répression du "terrorisme". Comme Somoza est le maître de l'économie du pays le problème d'un prêt d'un million de dollars se traite directement avec lui. Le chancelier Andrés Puerto de Honduras, lors de l'Assemblée de l'OEA avait vu ses positions ébranlées : il ne résista pas l'argent de Gibson, et signa l'accord d'extradition, c'est aussi ce que fit Herrera Ibarquen, du Guatemala. Le Costa Rica connue aussi pour être la Suisse de l'Amérique Centrale, seulement parce que là ont lieu des élections, a été signalée par la presse brésilienne comme étant l'Etat le plus dure du voyage de Gibson.

Le "Jornal do Brasil" du 21.6.71 sous le titre "Gibson aborde l'étape la plus difficile à Costa Rica", argumentait : "Gibson est au point critique de son voyage de bonne volonté à travers l'Amérique Centrale ; le gouvernement de Costa Rica a en effet manifesté à plusieurs reprises son désaccord avec des gouvernements peu démocratiques".



Le même quotidien, le lendemain, admiratif constatait que la rencontre Gibson mettait en échec tous les pronostics, et notait que Costa Rica contrairement à ce qu'on attendait reconnut la thèse brésilienne de l'extradition". Ce pays reçut aussi son argent, et outre un million de dollars, une autre somme non révélée fut octroyée pour importer des produits manufacturés du Brésil. \*

## LE REVERS VENEZUELIEN

Fin mai, arrivait au Brésil le chancelier vénézuélien, Aristides Calvani, pour réaffirmer la position que son pays avait tenue lors de l'Assemblée Extraordinaire de l'OEA. Le Venezuela et le Brésil prirent des positions contraires lors de cette rencontre : Gibson, défendait la thèse de l'extradition et de l'élimination du droit d'asile pour les auteurs de la subversion. De son côté, Calvani était en faveur de la thèse selon laquelle une telle convention devrait se limiter aux crimes commis, les diplomates et les moyens de transport.

L'Itamaraty dut reconnaître l'échec de la rencontre Calvani-Gibson, après avoir constaté que les autres thèses de discussion eurent le même sort que celui concernant l'accord sur le "terrorisme". Il y a un grand obstacle dans les relations économiques des deux pays : un déficit important pour le Brésil dans la balance commerciale. Tandis que le Venezuela exporte vers le Brésil 64 millions de dollars de pétrole le Brésil ne vend au Venezuela que 8 millions de dollars par an.

Les relations Brésil-Venezuela s'arrêtèrent là, et les derniers jours eurent un caractère de guerre froide, après la visite que fit Gibson Barbosa dans la première semaine de novembre, en Guyane.

Le voyage de Gibson en Guyane fut tourmenté. Les étudiants et les ouvriers manifestèrent sur les quais contre cette visite, et l'ex premier Ministre de Guyane, le leader du Parti Progressiste, (le PPP, People's Progressive Party) C. Jagan, déclara que les gestes d'amitié, du Brésil ne doivent pas être compris, selon leur apparence. Le Brésil est aujourd'hui l'un des bastions de l'impérialisme nord-américain et l'une des pièces maîtresses de la tendance inter-américaine qui vise à empêcher que le mouvement anti-impérialiste latino-américain avance. Les accords conclus en Guyane sont les suivants :

a) Commencer dès maintenant des études pour construire un pont international, sur le fleuve Tucutù qui reliera les deux pays ;

b) Un groupe d'ingénieurs brésiliens, travaillera à la construction de la route Lethen-Georgetown, route de 600 Km ;

c) Des ingénieurs de Guyane iront sur les lieux de travail de la route Transamazonienne afin de se familiariser avec les techniques employées par les brésiliens ;

d) Une ligne de navigation régulière sera établie entre le Brésil et la Guyane ;

e) A Georgetown sera installé un port franc pour les marchandises exportées et importées par le Brésil ;

f) Le Brésil a concédé un crédit de 3 millions de dollars pour financer ses exportations de produits manufacturés. Immédiatement après la publication de cet accord, le président Rafael Caldera affirmait à la presse, selon l'U.P.I. du 11.12.71 "qu'une quelconque action sur les territoires en litige avec la Guyane ne représenterait pas une diminution des droits vénézuéliens."

Le chef de l'Etat du Venezuela se référait à l'accord brésilien-guyanais qui créait un port libre en faveur du Brésil-Lethen district de Rupununi, qui se situe dans les 150 Km carrés que les Vénézuéliens réclament comme étant les leurs.

La même dépêche souligne que le président Rafael Caldera a dit que "le Venezuela ne cédera en rien de ses droits sur les territoires qui sont aux mains de la Guyane".

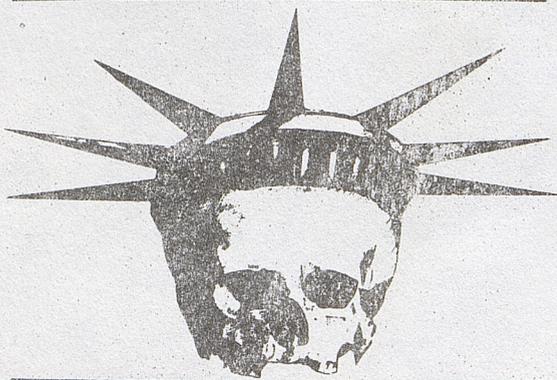
La situation s'aggrave davantage encore avec les accords conclus par le Brésil avec Barbados, la Trinité et Tobago, considérés marchés du Venezuela, et où Gibson distribua des crédits et accorda des facilités à long terme pour l'achat de produits manufacturés brésiliens.

Ce ne fut pas une simple coïncidence si quelques jours après la déclaration de Rafael Caldera, le vice-ministre de la Défense du Venezuela, le vice-amiral J. Carbonel Izquierdo, annonçait que "l'année prochaine le pays recevrait les Mirages

de France. Par ailleurs, il annonçait, que la Marine serait renforcée de plusieurs unités de patrouille et de trois sous-marins, dont deux d'Europe et un des Etats-Unis. Enfin, il confirmait l'achat fait au Canada d'appareils CF5

et d'équipement blindé pour l'armée.

A l'occasion de la visite de Modici aux Etats-Unis, Caldera émit un avertissement en ce qui concernait " le consentement des Etats-Unis pour que le Brésil partage avec lui l'hégémonie, sur l'Amérique Latine". Caldera affirma : "Je crois que cette erreur, si c'est celle que l'on a commise ou que l'on pense commettre, devrait être évitée si l'on désire forger de meilleures relations et entretenir de meilleurs rapports entre cet immense pays et la grande famille des peuples latino-américains".



Le chancelier Pontes Yepes d'Equateur qui visita le Brésil pendant la première quinzaine de juin accepta toutes les règles du jeu déterminées par les militaires brésiliens. Lors d'une réception avec Gibson Barbosa, il fit référence à la lutte commune aux deux pays lors de l'Assemblée de l'OEA "lorsqu'il s'agissait de comment combattre le "terrorisme" qui corrode l'image de l'Amérique Latine ; Yepes rappela : "nous affrontons ensemble, les incompréhensions, et pourquoi ne pas le dire la hâcheté ? Le Brésil et l'Equateur agiront avec sincérité, courage et détermination", conclut avec emphase le chancelier équatorien et il reçut ensuite 10 millions de dollars, sous forme de crédits, pour l'achat de produits manufacturés au Brésil.

A cette occasion, un accord fut signé donnant le droit au Brésil d'un port libre à San Lorenzo, sur la cote Pacifique équatorienne. Ce port est situé près du canal de Panamá et des Etats Unis. Pour le Brésil cet accord permettra l'accès aux routes du Pacifique, réduisant la distance entre Manaus et la côte ouest des Etats-Unis. Par ailleurs, la Pétrobras s'associe

ra aux recherches, et commercialisation du pétrole équatorien. \*

## retour a Portugal

Pendant tout le premier semestre 71, le Brésil et le Portugal échangèrent notes et visites, certaines "secrètes", comme celle que fit Gibson à Lisbonne, dans le but d'obtenir des consultations concernant la position que devrait adopter le Brésil à l'ONU au sujet des colonies portugaises.

Le 8 septembre, le chancelier du Portugal Rui Patricio arrivait à Rio pour mettre au point la convention qui règle la concession des droits politiques et civils réciproques des citoyens brésiliens résidents au Portugal et des portugais résidents au Brésil. Cet accord prévoit le droit de voter et d'être candidat.

L'anti-terrorisme était aussi à l'ordre du jour et lorsqu'il s'agit du Brésil et du Portugal ces questions dépassent les accords. A plusieurs occasions les militaires brésiliens manifestèrent le désir d'envoyer des troupes en Angola et au Mozambique pour réprimer, les mouvements de libération des colonies. Il est opportun de noter qu'après le coup d'état militaire de 64, tous les angolais, mozambicains et les natifs d'autres colonies ont été arrêtés et torturés par des agents de la Marine et de la PIDE (Police Portugaise), et étaient ensuite extradés vers le Portugal.

Le Brésil a maintenant des intérêts, non seulement idéologiques dans les colonies portugaises, mais aussi économiques, depuis que la Petrobras, entreprise d'état du pétrole effectue des investissements en Angola. \*

### LE BRÉSIL S'OCCUPE DE LA BOLIVIE.

Pendant toute la durée du gouvernement de Juan José Torres, la diplomatie blindée surveillait le pays de la montagne. En janvier 71, le général Hugo Bethlem, ex-ambassadeur brésilien en Bolivie était arrêté à La Paz. Hugo Bethlem et le général Edmundo Valencia orchestraient un coup d'état pour renver

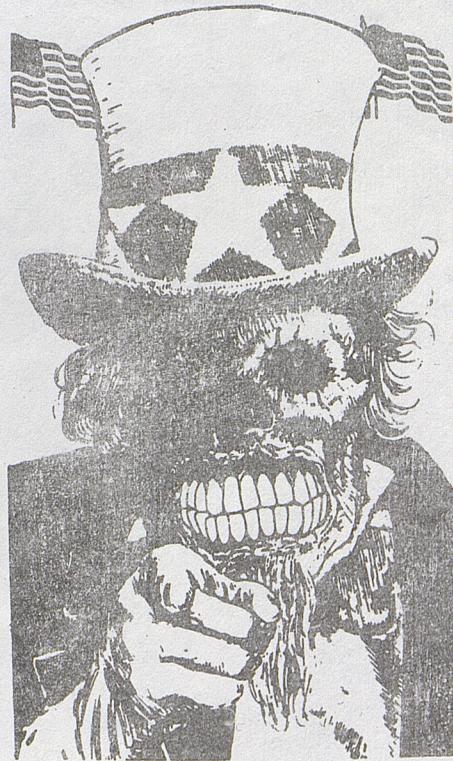
ser Torres. L' ex-ambassadeur brésilien fut accusé de financer le complot fasciste et il avoua que 60 mille dollars avaient été distribués parmi les militaires et les civils ,auteurs de l'attentat.

La "participation" du militaire brésilien dans les affaires boliviennes ne s'arrête pas là. Le 24 mai de cette même année, la revue " Visao " reproduisit la conversation tenue au cours d'un repas par le général Bethelem et l'ambassadeur argentin au Brésil, le général Osiris Villegas. Selon cette revue le général brésilien proposa à cette occasion , à son collègue argentin , un espèce de protectorat pour des nations comme la Bolivie, pendant un temps déterminé. Il alléguait qu'on pouvait permettre à la Bolivie de s'associer à des nations extra-continentales avec lesquelles elle faisait front, au préjudice des autres nations du continent. Il faut se rappeler que le 17 août 1971 -six jours avant que - n'éclate le complot contre Torres -fut créée à São Paulo ,Brésil, la Chambre d'Intégration des entreprises brésiliennes et boliviennes (CIBRABOL)-entité qui se proposait d'agir en Bolivie. La presse argentine commentait ironiquement le fait; le destin a voulu que Hugo Bethelem , ex-ambassadeur brésilien à La Paz, aurait été le premier président de la CIBRABOL.

Un mois avant le coup d'état qui renversa Torres, le correspondant de Prensa Latina, à la suite d'une conversation, avec un ministre du gouvernement , écrivait "les nord-américains avaient de ux bons copains frontaliers avec le Brésil et le Paraguay." Lorsque courant le mois de juillet , je parle avec l'ex-ministre de l' Intérieur du gouvernement, M. Jorge Gallardo me raconta ce que se passait : il attendait une Plage Giron. Le M.N.R., la Falange et les militaires cassés (Banzer, Cayoje, etc) conspirent du Brésil et du Paraguay et veulent que le coup d'état éclate d'abord à Santa Cruz. Si le coup d'état reçoit un appui favorable des unités restantes de l'armée ,ce sera une affaire entre boliviens, sinon les fascistes formeraient un gouvernement provisoire et demanderaient l'intervention du Brésil (qui serait heureux de donner son appui!) et Santa Cruz serait un nouveau Katanga, ou bien tout le pays serait occupé".

Santa Cruz , province frontière avec le Brésil fut le point chaud du coup d'état. "Dieu, Patrie et Honneur" telle fut la consigne que les militaires de Santa Cruz utilisèrent pour mobiliser les fascistes de la région. Ce fut aussi le mot d'ordre des militaires brésiliens du coup d'état de 64 qui déposa Goulart. Le 20 août, le commando fasciste était réuni lorsqu'une bombe explosa et plusieurs personnes présentes furent , blessées. Immédiatement après la presse internationale divulgua très largement un fait insolite: le consul brésilien, fut blessé à cette occasion. La présence du consul parmi les comploteurs et la participation conséquente du Brésil au complot furent prouvées.

Aussitôt après le putsch, le nouveau gouvernement de Banzer annonça une série d'accords avec les militaires brésiliens. Sur le plan économique, le Brésil; coopère avec 20 millions de dollars sous forme de crédits pour la culture du coton, et pour la construction de routes. Par ailleurs, il cherche à éviter que la Bolivie vende sa production de fer (l'un des plus importants gisements de fer du monde ) à l' Argentine afin d'éviter d'entrer en compétition, dans le but d'influer de façon décisive en Amérique Latine. \*



## LES ANDES SONT-ELLES INFRANCHIBLES?

Le renforcement des relations entre la Bolivie et le Brésil fait partie de la stratégie de la Phalange, parti fasciste bolivien, qui a à sa tête le nazi Mario Gutierrez. Les militaires brésiliens outre qu'ils s'identifient à ce groupe, ont quelques différences avec le M.N.R. -parti au pouvoir- dès que le gouvernement de Paz Estenssoro a signé une alliance avec l'Argentine au détriment d'une bonne "voisinage" avec le Brésil. De plus, Mario Gutierrez est un élève brésilien.

Les militaires de l'école Supérieure de Guerre (ESG) du Brésil considèrent la Bolivie, comme un des pays-clés de l'Amérique Latine. Dans le langage des géopoliticiens cela signifie région stratégique. Ce n'est pas pour rien qu'une bonne partie de son territoire est considérée comme une "zone militaire" par le Brésil et donc comme une zone possible d'intervention.

Le plan "Alfa" du document "secret" de la ESG, "Planification de la Sécurité Nationale" affirme que si "le communisme prend le pouvoir dans un pays d'Amérique Latine, la zone de Corumba-Caceres, (territoire bolivien) devient une zone stratégique, et donc occupée par l'armée brésilienne. Le gouvernement de l'Unité Populaire au Chili représente déjà pour les militaires brésiliens "le communisme au pouvoir" et le ministre, Jarbas Passarinho a déclaré que "siles Andes sont une barrière physique, elles ne sont pas pour autant infranchissables", ce qui est provoquer clairement, le Chili.

Il convient d'ajouter que prétextant la revendication d'une sortie vers la mer les fascistes boliviens depuis longtemps déjà orchestrent une campagne anti chilienne, sur les murs de La Paz on peut voir des affiches sur lesquelles, une carte du Chili en forme de poisson, dévore un paysan bolivien, avis "Attention, boliviens, des boîtes d'allumettes, distribuées par la Banque du Brésil, aux couleurs du drapeau brésilien -vert et

jaune- portent la légende suivante : "BOLIVIE, compte sur nous".

Pendant la première semaine de décembre le chancelier nazi, Mario Gutierrez, mène ça le Chili d'une guerre revancharde. Andrés Selich, ex-ministre de l'Intérieur à la même époque "dénonçait" une campagne de presse à Santiago contre le régime gorille de La Paz. Dans la même semaine, Hugo Banzer annonçait de son côté l'achat de 18 avions à réaction fabriqué au Brésil, sous licence Aéro-Macchi, italienne, et la version brésilienne de l'Aéro-Macchi s'appelle Xavante et peut transporter tout type d'armements et d'être utilisé comme bombardier. Ils sont munis des canons très rapides et transportent sous leurs ailes des fusées air terre, et des bombes au napalm.

Le quotidien "Clarín" du 11.12.71, de Santiago, Chili, dans ses commentaires, explique que: "le fascisme est le fer de lance contre le Chili" et que les armes vendues par les brésiliens viseraient à détruire le gouvernement de l'Unité Populaire. \*

## les projets anti-Uruguay

"Les intellectuels brésiliens se rient de la Puissance Brésilienne, comme s'il s'agissait d'une petite histoire de fées que les Etats Majors auraient inventé pour perpétuer le contrôle des Actes Institutionnels. Cependant, les intellectuels argentins, uruguayens, paraguayens et boliviens craignent parce, qu'ils savent qu'il ne s'agit pas d'une invention pour se maintenir au pouvoir, mais qu'elle répond à un processus irréversible d'affirmation nationale et peut-être davantage que cela à un processus d'accumulation de capital.

Ces propos qui visent à menacer les voisins, sont tirés d'un éditorial du quotidien "O Estado de Sao Paulo" reproduit par le Marcha de Montevideo le 30.7.71.

L'Uruguay pendant toute l'année 1971 a été victime d'un coup monté par les militaires brésiliens. La première manifestation des intérêts des généraux brésiliens pour "voter" aux élections uruguayennes de novembre a été, en juillet la nomination à l'ambassade à Mon

tevideo de l'ex-directeur de l'S.N.I., (Service National d'Information), le colonel Moacyr Pereira. Le S.N.I. est un super ministère dont le pouvoir est indépendant dans l'Etat (Garrastazu fut à la tête de cette organisation avant d'assumer la présidence de la République)

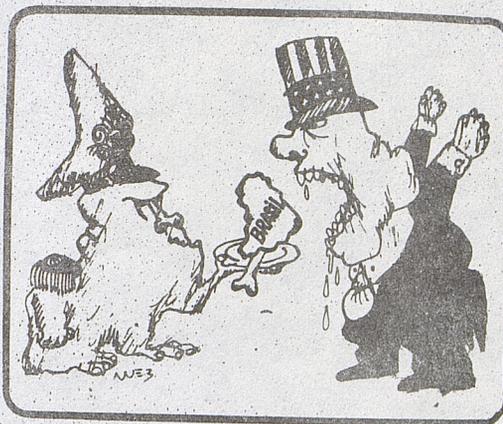
La nomination de l'agent du Service d'espionnage brésilien à Montevideo, coïncidait avec la divulgation du "plan secret" de 30 heures faite par le périodique "Marcha". Ce plan consistait à envahir l'Uruguay, au cas où la situation s'aggraverait dans le pays, soit au moment des élections avec la victoire du "Frente Amplio", soit à une recrudescence des actions des Tupamaros.

La presse uruguayenne travailla aussi à dénoncer la manoeuvre permanente de la IIIe Armée aux frontières, et la construction de quatre routes pavées de P. Alegre aux frontières. L'Uruguay, à son tour, est alors obligé de relier ces routes à l'intérieur du territoire. Lorsque les plans de deux routes (la n° 5 et la n° 26 surtout) furent proposés quelques secteurs des Forces Armées Uruguayennes les critiquèrent car ces routes avaient un intérêt geo-politique certain. La route n° 26 est projetée de façon à répondre à des normes militaires: épaisseur de l'asphalte, qui permette le passage de véhicules militaires, et pouvant être aussi une piste d'atterrissage. Le périodique L'Opinion de Buenos Aires du 24.7.71, déclare qu'un groupe de militaires nationalistes argentins avait dit quel

Uruguay pourrait être totalement occupé en 8 heures grâce à ces routes. Les élections uruguayennes éveillèrent toute l'attention des militaires brésiliens; ils envoyèrent en qualité d'observateur le tortionnaire et assassin, Sergio Fleury, fondateur de l'Escadron de la Mort. La presse du "Frente Amplio" uruguayenne déclarait que la visite de Fleury était à mettre en rapport avec la naissance d'un groupe "fascistoïde" la JUP (Jeunesse Uruguayenne Débout)-entraînée et armée par le tortionnaire brésilien. La JUP est responsable de nombreux attentats terroristes contre les locaux du "Frente Amplio" et aussi contre les partis qui forment le "Frente Amplio".

L'Uruguay, la Bolivie, la Guyane sont des zones stratégiques pour les militaires

brésiliens. Un changement quelconque dans le rapport des forces dans l'hémisphère sud qui serait défavorable à l'impérialisme et au Brésil, provoquerait de la part du Brésil une intervention militaire dans ces pays, selon le plan "Planification de la Sécurité Nationale" élaboré par les généraux de la ESC - Ecole Supérieure de Guerre. \*



## entre amis

"Tout ce qui est bon pour les Etats-Unis l'est aussi pour le Brésil". Cette phrase fut prononcée en 1965 par J. Ma Galhães, Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de Castelo Branco, tandis que la thèse de frontières idéologiques entraînait en vigueur et que le Brésil envoyait des troupes à Santo Domingo pour "aider" les marines yankees à écraser la rébellion populaire de ce pays.

"Le reste du continent devra s'incliner devant qui le Brésil s'incline". Cette phrase prononcée par M. Richard-Nixon, président des Etats-Unis devant le général Emilio Garrastazu Medici le 7 décembre, à l'occasion de la visite de ce dernier aux Etats-Unis.

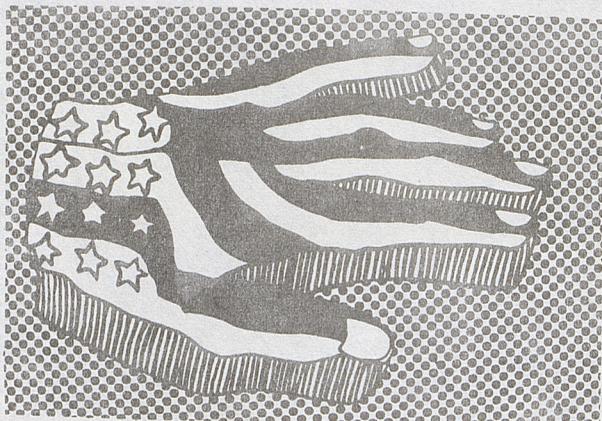
La visite de Garrastazu Medici aux U.S. a été comprise comme un avertissement discret aux pays latino-américains qui essaient de se dégager de la tutelle nord-américaine; et par conséquent, sortir des "frontières idéologiques" tracées par les militaires brésiliens.

Bien que la presse internationale ait consacré à étayer davantage les déclarations de Nixon, reconnaissant le Brésil comme une "grande puissance", la

visite de Garrastazu n'est pas dépourvue d'aspects pragmatiques, destinés à résoudre les questions brûlantes suivantes:

Sur le plan intérieur :

-Reconnaissance par les USA de la thèse de 200 milles sur la mer territoriale.



-Augmentation des délais de remboursement de la dette externe du Brésil aux Etats-Unis.

-Participation des USA à l'accord International du Café, point sur lequel le sénat nord-américain vota non.

-Garrastazu demande que la surtaxe de 10% sur les importations nord-américains ne soit pas appliquée aux produits brésiliens.

Sur le plan extérieur :

-Confirmer l'hégémonie brésilienne en Amérique Latine, face à l'Argentine devant le Pacifique, suite à la visite du Président Alejandro Agustin Lanusse au Chili et au Pérou.

-Raffermir la thèse des frontières idéologiques devant le danger que le rapport de forces en Amérique Latine ne change en faveur du socialisme, avec pour pôle le pacte "nationaliste" andin.

-Faire que le Brésil soit reconnu comme puissance de premier ordre. Cela fut exprimé clairement lorsque le Brésil protesta contre le changement d'attitude des USA face à la Chine Populaire, sans avoir été consulté.

Dans le meilleur style de "cordialité" qu'on ne peut pas prendre au pied de la lettre, les subtilités cachées entre les lignes sont peut-être un truc diplomatique. Nixon accorde une grande importance au Brésil lorsqu'il déclare -"Votre visite ne pouvait avoir lieu à un meilleur moment". "Comme vous le savez, je vais à Pékin et Moscou, cependant avant ce voyage je tiens à consulter nos amis les plus proches". Plus

loin, Nixon insiste: "Nous aux USA, savons qui sont nos amis et nos voisins - les plus proches en Amérique Latine".

## L'Argentine questionnée

Lorsque fut formulé en 1964, la thèse des frontières idéologiques, les militaires de l'Ecole Supérieure de Guerre du Brésil dressèrent un tableau du monde "occidental et chrétien" qui pourrait être violé par les "communistes". Dans cette optique, le Brésil faisait une alliance "loyale" avec les USA en vue de défendre l'Atlantique Sud "occidental et démocratique" des dangers de la subversion. Les frontières cessent d'être "physiques" et deviennent "idéologiques". L'association brésilienne en tant que contribution à la défense des USA d'une attaque possible via l'Afrique (Dakar) a permis aux USA d'établir à Natal une base de "fusées". De plus, les portes seraient ouvertes pour le capital yankee et les militaires se chargeraient de l'investir. Par ailleurs les USA reconnaîtraient la quasi-hégémonie du Brésil dans l'hémisphère Sud. Le mot "presque" signifiait qu'il y avait en Amérique Latine un autre pays avec lequel le Brésil devrait se partager les responsabilités. Ce pays c'était l'Argentine, et le coup d'Etat de 1966 qui amena Onganía au pouvoir était inscrit.

Cependant, l'histoire ne marche pas comme les voudraient les traités.

L'ascension du mouvement de masses dans le pays dès 67 qui atteignit son point critique en 68, avec les soulèvements étudiants et ouvriers de type insurrectionnel à Cordoba, Rosario, les deux centres industriels les plus importants du pays ont montré la capacité et le degré d'organisation des masses prolétariennes argentines. Les mobilisations ouvrières constantes autour des luttes empêchèrent l'installation d'une politique de salaires basés sur le modèle brésilien du "blocage" et ils durent reajuster le salaire minimum au rythme de l'inflation.

C'est une des raisons pour lesquelles l'Argentine laisse d'être un pays idéal pour les investissements yankees. Son voisin, le Brésil, en contrepartie grâce à une dictature militaire implacable peut se vanter d'avoir en 5 ans dévalué

le salaire réel de 42% et d'appliquer - une politique de sur exploitation du travailleur, jusqu'ici inconnue dans l'histoire du capitalisme brésilien.

L'Argentine est dans une crise économique. La diminution de son troupeau est synonyme de l'augmentation du troupeau brésilien. La Deltec Company a été transférée en Amazonie et donne au Brésil, tous ses canaux internationaux de commercialisation de la viande. La Deltec détient l'hégémonie internationale de ce commerce. La Banque Mondiale donne son accord pour que le Brésil touche des prêts pour quadrupler la production d'acier ; l'Argentine qui, actuellement importe 776 millions de dollars de produits sidérurgiques, tend à se séparer du Brésil.

L'Allemagne a passé un accord atomique au Brésil de développer avec l'aide allemande, sa technologie nucléaire. Ce qui met en danger le fonctionnement de l'Atucha, la centrale énergétique argentine, en construction par la Siemens allemande. Le Brésil a de l'uranium et du thorium à offrir aux allemands qui ne possèdent pas ces minerais. La presse argentine demande : "l'accord germano-brésilien ne signe-t-il pas la fin de notre perspective atomique".

Voilà quelques unes des causes qui ont abouti à ce que les relations entre les deux pays soient celles de "guerre froide". La dispute pour l'hégémonie du Bassin du Prata, déclenchée au début de 1971, à l'occasion de la 4e Conférence des pays riverains du Rivière du Prata ébranla la vieille amitié entre les 2 voisins. Le délégué brésilien à la conférence à Asuncion, Paraguay, retourna au Brésil avec la preuve de l'hégémonie garantie dans cette région. La construction de l'usine hydro-électrique de Jupia, qui donnera 12 millions de kw au Brésil, en territoire paraguayen, fut le coup le plus rude donné par le Brésil à ce pays qui ne possède que 6 millions, de kw d'énergie et n'a pas les réserves hydrauliques brésiliennes.

Ce n'est pas pour rien que le vieil allié fut rélégué, au moment où Nixon proposa au Brésil des responsabilités conjointes en Amérique Latine. \*

Cet article a été publié par "Frente Brasileño de Informaciones" du Chili, dans le bulletin de décembre 1971/ janvier 1972-Numéro spécial-



DECLARATION  
(DU CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX)  
SUR LA SITUATION TRAGIQUE AU BRESIL

En proposant de célébrer largement, le 7 septembre, la "Journée internationale de solidarité avec le Brésil", le CMP a cherché à attirer l'attention de tous les hommes épris de justice et de liberté sur la tragédie et la situation inhumaine que connaît depuis des années le peuple brésilien.

Les enquêtes sérieuses et bien documentées qu'ont effectuées les organisations responsables ont ému l'opinion publique en révélant de façon frappante l'ampleur et la sauvagerie de la répression qui mène la dictature brésilienne, avec la complicité indéniable des Etats-Unis.

Comme on le sait, le Brésil est pratiquement inféodé à l'impérialisme américain qui l'a désigné comme "gendarme du Sud" pour aider à implanter ou à soutenir, suivant la doctrine aberrante des "frontières idéologiques", les autres régimes réactionnaires de la région, et intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures des pays voisins, avec pour objectif constant de contrer les grandes luttes patriotiques progressistes et libératrices des peuples latino-américains.

Sur le plan intérieur, on a installé au Brésil une dictature de type fasciste, qui se caractérise par le mépris le plus absolu de la Déclaration des droits de

l'homme. La constitution et les libertés démocratiques ont été annulées. Les citoyens - et surtout ceux qui luttent pour le progrès et l'émancipation nationale - sont persécutés et emprisonnés par milliers. La torture a été élevée au rang d'institution d'Etat. D'innombrables ouvriers, étudiants, femmes, prêtres, et jusqu'à des enfants, sont sauvagement torturés, parfois jusqu'à la mort, avec une cruauté qui ne peut se comparer qu'avec les méthodes de l'Allemagne nazie, ou des forces américaines en Indochine.

Dans le même temps, le Brésil devient de plus en plus dépendant économiquement - des monopoles impérialistes qui lui fournissent toutes sortes d'armements par l'intermédiaire du Pentagone. Ainsi, la dictature brésilienne est devenue une menace pour la paix en Amérique Latine, et dans le monde puisque sa politique internationale, porte aussi atteinte à l'autodétermination des peuples et encourage les aventures bellicistes.

Le CMP considère que face à cette situation, toutes les forces du monde éprises de paix et d'indépendance doivent s'unir dans une vaste campagne internationale de solidarité avec le peuple brésilien, en exigeant la fin immédiate des tortures et du régime inhumain de répression, le respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques.

Tant que la vague de violence dictatoriale déferlera, le peuple brésilien continuera de souffrir, l'autodétermination et la sécurité des autres peuples latino-américains sera en danger. Que personne ne reste indifférent devant ce terrible drame.

Helsinki, le 7 septembre 1971. \*

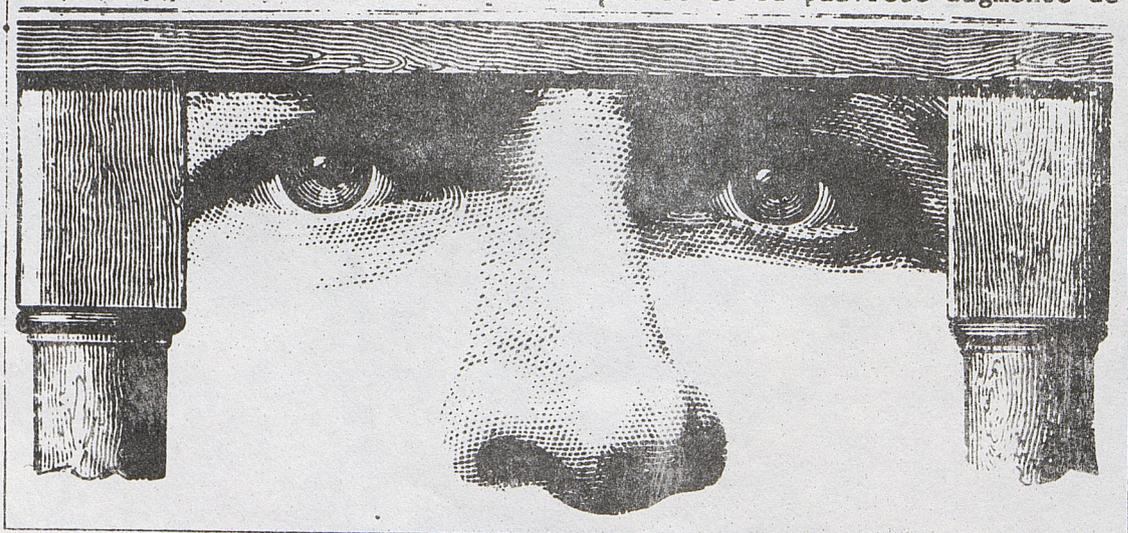
## la zone du cacao vit en état de calamité



"Le député Campos a déclaré hier, après un long séjour dans le Sud de l'Etat de Bahia, que la situation de la Zone du cacao était désastreuse. On a l'impression qu'il ne s'agit plus d'une crise de la culture du cacao, mais de la faillite de la culture cacaoyère. Il ne faut pas être économiste pour en conclure que seul le miracle de la Bourse peut sauver cette culture d'une syncope imminente.

Il y a 4 ans, lors du premier prêt aux cultivateurs du cacao pour faire face à leurs dettes, on estimait que ces dettes tournaient autour de 30 millions. Aujourd'hui, (au lieu d'être payées) ces dettes s'élèvent à 300 millions, puisque les dettes sélectionnées par la Banque du Brésil ont atteint 180 millions de cruzeiros.

Il faut noter que nous avons eu en 1969 une cueillette exceptionnelle de 3.500.000 sacs à un prix moyen, également compensateur, de 35 francs. D'où vient donc cet appauvrissement de l'économie de la région ? Voici mon analyse: Dans la situation actuelle, économique et financière, la culture du cacao comprend 5 participants directs. De ces 5 participants, 3 sont riches et continuent à être de plus en plus riches tant que cette culture subsiste. Le quatrième est pauvre et sa pauvreté augmente de plus



en plus, quant au dernier il est dans la misère. Les 3 riches en ordre décroissant sont : le gouvernement, la Ceplac (Organisme technique public), et les commerçants (exportateurs et industriels) les pauvres sont les propriétaires et, les misérables sont les ouvriers agricoles? Ces derniers sont réduits aujourd'hui à la condition de parias errants qui passent d'une propriété à l'autre, à la recherche de travail. Ils n'en rencontreront pas, non pas parce qu'il en manque mais parce que le travail ne peut pas être rémunéré.

Nous sommes donc devant une lutte à armes inégales et il n'y a qu'un mouvement de conscientisation très ample qui puisse modifier ce cadre. Nous sommes repus de pétitions, de rapports verbaux et d'appels pathétiques ! Ceux qui sont riches veulent accroître leur puissance et désirent la mort du pauvre.

## a propos des rapports... ↘

A propos des déclarations et des rapports gouvernementaux sur l'évolution de la production et de l'inflation au Brésil, le rapport économique de l'Ambassade de Belgique à Rio de Janeiro, fait le commentaire suivant :

"Néanmoins l'optimisme qui se dégage des statistiques officielles est fallacieux, car celles-ci sont faites sur base d'une sélection de données et, calculées suivant une technique digne de science-fiction. Les consommateurs savent tous que la plupart des produits de consommation ont augmenté de plus de 20% et certains jusqu'à 50%. D'autres postes (transport, loyers, médicaments, soins de santé) ont connu des augmentations allant jusqu'à 100%".

Conclusion d'une réunion en 1970, table ronde de 70 entreprises internationales sous les auspices de "Business International" sur le Brésil :

... "Il est à conseiller en ce qui concerne la propriété et pour résister à certaines pressions, que les firmes étrangères s'associent aux

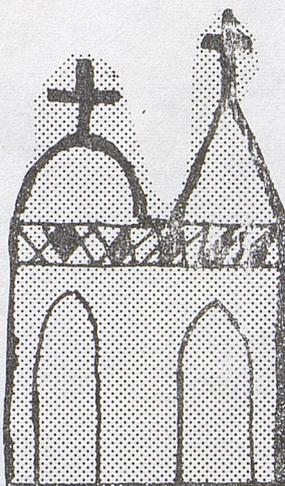
entreprises locales publiques ou privées".

"Les investissements étrangers sont, nécessaires et souhaités même si les sociétés étrangères estiment prudent de n'investir qu'à petite échelle à cause du nationalisme qui devient un phénomène mondial".

Le rapport enregistre 1.824 faillites à Rio en 1970.

Rapport trimestriel sur le Brésil de l'Ambassade de la Belgique (juillet - 1971) :

"La question de l'endettement extérieur pose d'ailleurs un problème permanent pour le Brésil. Malgré le renforcement du contrôle que le gouvernement exerce en ce domaine, le Brésil reste le plus endetté parmi les pays en voie de développement et la croissance de sa dette externe est supérieure à celle de l'ensemble de l'économie".



dom  
helder

DECLARATION DE DOM HELDER CAMARA, ARCHEVEQUE DE OLINDA ET RECIFE, ET DE SON AUXILIAIRE DOM JOSE LAMARTINS SOARES, A L'OCCASION DE L'EXPULSION DU BRÉSIL DU PÈRE JOSEPH COMBLIN, LE 24 MARS, 1972

Très chers frères dans l'épiscopat,

1-En pleine semaine Sainte, permettez-nous de vous informer que le Père Joseph Comblin, coordinateur des études à l'Institut de Théologie de Recife, a été retenu à l'aéroport de notre ville alors qu'il s'apprêtait à débarquer au matin du 24 mars; où il a été obligé, de poursuivre son voyage jusqu'à Rio de Janeiro, où il a été séquestré toute la journée à l'aéroport du Galeão et réembarqué pour Bruxelles en fin d'après-midi.

Il convient de noter que le Père Joseph Comblin avait un visa permanent, pour le Brésil.

La presse s'était rendue à l'aéroport, du Galeao pour recueillir des informations. Ce fut en vain; elle n'y parvint pas. Après avoir été informée par les soins de notre diocèse, elle ne put rien publier.

On peut imaginer la difficile situation dans laquelle se trouve la Compagnie Aérienne Portugaise (TAP), contrainte de ne pas donner d'information sur un de ses passagers et, comme Compagnie Internationale d'Aviation, transformée en compagnie de transports de bannis.

2- Quel témoignage sur le Père Comblin, peut donner celui qui le connaît de près et qui a suivi son travail depuis qu'il a opté pour l'Amérique Latine et particulièrement pour le Brésil et le Nord-Est ?

Il est l'exemple vivant du théologien, engagé, de l'homme d'études qui, bien qu'éloigné des grands centres culturels, parvint toujours à être au courant de l'actualité et en contact avec ce qui s'édite de meilleur dans le monde. Il fut surtout préoccupé de la vie; il savait que les livres doivent être complétés par la vie, et que, si le peuple a besoin d'apprendre, il a plus encore à nous apprendre ce que l'Esprit révèle aux humbles et aux petits et qu'il cache aux savants et aux sages.

Avec sa manière sérieuse d'envisager la vie, avec son équilibre, sa tranquillité intérieure et son impressionnante égalité d'humeur nous l'avons vu progresser non seulement en humilité et en simplicité, mais aussi en esprit de pauvreté. Le temps se chargera de mettre, en relief la contribution décisive qu'il est en train d'apporter au Nord-Est du Brésil, à l'Amérique Latine et au monde.

Sa méthode incisive choque parfois, mais elle oblige à penser. D'abord, scandalisés par ce qu'il écrivait sur la vie religieuse dans la "Revue Ecclésiastique Brésilienne", beaucoup ont mesuré toute la portée de la réflexion qu'il livrait aux religieux en lisant plus tard ce qu'il écrivait dans la revue "Grand Signal" (revue de spiritualité et de pastorale pour les religieux et religieuses). La Conférence Na-

tionales des Evêques du Brésil (CNBB) appréciera un jour à sa juste valeur, la contribution du Père Comblin, à propos par exemple de la Théologie de la Communauté Ecclésiastique de Base et des Ministères. Les divers diocèses du pays préoccupés de l'évangélisation du peuple, ont déjà commencé à apprécier, comme il se doit la richesse d'une collection comme celle de "Signe des Temps" et "Évangélisation", ainsi que les méditations sur l'Évangile ("La foi dans l'Évangile", "La plus grande espérance", "Jésus de Nazareth").

Sur le plan international, en plus de sa grande étude sur le Christ dans l'Apocalypse, il faut rappeler son œuvre la plus originale et la plus profonde - "La Théologie de la Ville" - afin de comprendre pourquoi, l'année dernière, l'Université Catholique de Louvain, en Belgique, l'a fait titulaire de la Chaire de Pastorale.

Si le Père Comblin a gagné d'une certaine manière en venant dans le Tiers-Monde et concrètement en Amérique Latine, sans laisser son Europe et sa Belgique, nous avons pour notre part grand, grâce à lui.

3- En face de cet événement, que pouvons-nous dire de la façon la plus sereine, et la plus objective?

Ce qui est d'abord choquant, c'est le manque de clarté et d'attitude définie de la part de ceux qui se prennent les décisions ou les autorisent.

Décret d'interdiction de débarquement? Daté de quand? Signé par qui? Basé sur quel crime? Celui d'avoir participé à un cours de pastorale à Cratêus? Pendant combien de temps encore nos autorités militaires se sentiront-elles autorisées à superviser les activités de l'Église en se substituant aux Evêques et même au Pape?

Qui ne perçoit que l'épisode Comblin, n'est qu'un chapitre de tout ce qui arrive à l'Église du pays, dans la mesure où celle-ci refuse de continuer à servir d'appui aux structures d'oppression et où elle se compromet de façon pacifique mais valable avec le peuple et sa libération?

Dans le cas du père Comblin, ce qui est particulièrement grave, c'est qu'il té-

moigne une fois de plus de la marginalisation de la classe pensante. Malheur à qui ose exercer une conscience critique du moins en ce qui concerne le gouvernement et ses plans.

Quant au peuple, on sait qu'il est banni dans son propre pays, bien que l'on proclame en théorie que le but poursuivi est la réalisation de l'homme. Tout cela se passe à la veille de l'ouverture des cérémonies officielles du 150<sup>e</sup> anniversaire de notre indépendance politique.

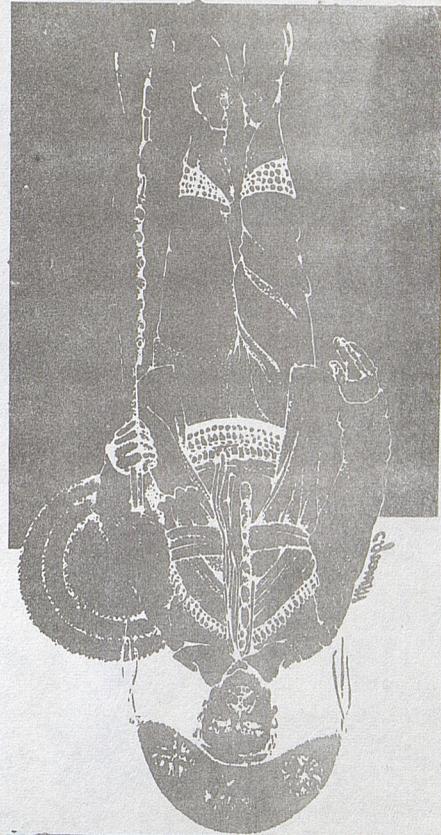
Le patriotisme et l'amour du Brésil ne devraient-ils pas consister à avoir le courage civique de fêter le 7 septembre 1972, il faudrait d'abord abolir purement et simplement l'Acte Institutionnel n° 5 ?

A ceux qui pensent que l'Eglise se mêle de politique, nous leur rappelons, une fois de plus que si cette déclaration est politique; elle l'est au sens le plus élevé et le plus profond du mot, c'est-à-dire la préoccupation, du bien commun.

A ceux qui se scandalisent en pensant, que nous sommes en train de troubler la paix de la Semaine Sainte, nous leur disons que, bien au contraire, nous sommes en train de prouver que la Passion du Christ n'est pas seulement un fait, vécu il y a deux mille ans, mais une réalité vivante sous nos yeux. Le Christ a annoncé bien à propos; " Le serviteur n'est pas plus grand que son Maître. S'ils m'ont persécuté, ils vous persécuteront vous aussi (Jean - 15-20 )... On vous exclura des synagogues. L'heure vient même où celui qui vous tuera estimera rendre un culte à Dieu..... Je vous dis cela pour qu'une fois cette heure venue, vous vous rappelez que je vous l'ai dite " (Jean - 16-2-4).

Nous vous savons heureusement qu'après les ténèbres de la Passion et de la mort surgit, invincible, la joie de Pâques.

recife, le 28 mars 1972.



# LA SANTÉ

## Le Brésil

### sans masque

Des millions de dollars sont gaspillés en propagande coûteuse au Brésil et à l'étranger pour tromper l'opinion publique sur "les progrès formidables" réalisés par la dictature militaire.

Le groupe militaire, qui prit le pouvoir par la force le 31 mars 1964, fait état de "grandes conquêtes" dans le domaine de la santé publique. Voyons, qu'avec les propres données du gouvernement, l'opinion brésilienne et mondiale est mystifiée.

Flavio Cavalcanti, journaliste de la télévision, vient de lancer un livre intitulé : "Brésil en chiffres", dans le but de divulguer à travers le territoire national les réalisations principales de l'administration actuelle. C'est de ce livre, composé d'informations, fournies par le gouvernement, que nous tirons, presque toutes les données ci-dessous.

#### 1. DISTRIBUTION D'EAU. EGOÛTS.

"La distribution d'eau par canalisations est très limitée dans le territoire national. En 1967, 49,2% des communes brésiliennes avaient un réseau de distribution régulière qui touchait 26,9% de la population". Le Brésil compte 4.114 communes et une population d'environ 95.262.000 d'habitants (en 1970). On conclut ainsi qu'à cette époque 50.000.000 de brésiliens n'avaient pas - l'eau courante, à domicile.

Aujourd'hui les données sont encore significatives. Même dans les grandes villes la situation est précaire. Dans la capitale de Sao Paulo, l'Etat le plus riche de la Fédération, il y a près de 1.200.000 habitants sans eau courante, c'est-à-dire, 20 % de la population.

A Rio de Janeiro, ex capitale du pays, près d'un million de citoyens n'ont ni eau courante, ni égouts dans leur maison. "Cette limitation est plus aiguë, dans les régions nord et nordeste où la population non desservie atteint 97,7 % dans l'Etat d'Acre, 96,2 % dans l'Etat de Maranhao, 93,6 % au Piaui, 92,5 % dans l'Etat de Rondônia, 91,2 % au Ceara et 90,2 % dans le territoire de Roraima".

#### 2. MALADIES INFECTIEUSES ET PARASITAIRES

"Les diarrhées infectieuses, la grippe, la tuberculose pulmonaire et le tétanos représentent de 85 à 90 % des maladies qui attaquent la population brésilienne".

"Les maladies infectieuses et parasitaires, résultat de la subnutrition et du manque d'hygiène sont responsables, de 40 % des cas de morts du pays".

#### 3. LES ENDEMIES RURALES

Les endémies rurales, cependant sont les menaces les plus graves et les plus constantes à la santé des habitants de l'intérieur du pays. Voici un bref résumé des principales maladies à travers, les données fournies par le distingué serviteur de la dictature brésilienne:

##### 3.1- Ancilostomose duodénale

Cette maladie est également appelée "opilação" ou "amarelão". Elle est provoquée par des vers qui vivent par terre près des selles, et qui pénètrent dans la circulation sanguine à travers la plante des pieds. On calcule à 23 millions, les brésiliens atteints par ce mal qui réduit considérablement la résistance physique. En 1968, on a enregistré 774.011 nouveaux cas. Les trois dernières années, malheureusement, la situation a empiré au lieu d'améliorer.

##### 3.2- Equisostomose

Cette maladie est provoquée par des vers qui se logent dans les veines, le foie et la rate. Sur tout le littoral brésilien de l'Etat de Maranhao à celui de Sao Paulo, la terrible maladie prospère. Elle s'étend aussi dans les Etats de Parana, de Minas Gerais et Goias. On es-

time à 8 millions le nombre de malades. 100.000 cas nouveaux en moyenne surgissent par an.

### 3.3- Maladie de Chagas

Est provoquée par un micro-organisme transmis par le "barbier, un insecte qui s'abrite dans les fentes des maisons de pisé-construction caractéristiques de tout l'intérieur et qui pique les habitants la nuit. On rencontre des cas dans tous les Etats du Brésil. Le total des personnes touchées est de 30 millions. En 1968 on a compté 11.800 cas nouveaux. Pour la vaincre on a épandu 52L.562 KG d'insecticide en 1968 contre 302.812 Kg seulement en 1970.

### 3.4- Mauvais fonctionnement endémique de la thyroïde

Plus connu sous le nom de "papeira". Elle provient du manque d'iode dans l'alimentation. Elle provoque un retard physique et mental, attaquant spécialement la population entre 5 et 19 ans. On calcule à un million les malades dans le nord, nordeste oriental et sur le plateau central. Il y a eu 9.560 cas nouveaux en 1968.

### 3.5- Bouba

C'est une maladie contagieuse transmise par un type de mouche et qui provoque un pourrissement de la peau et des pieds et des mains. Les statistiques citent 50.000 personnes atteintes.

### 3.6- Brucellose

Contamine l'homme par le lait des vaches atteintes. La dictature ne fournit pas de données sur cette dangereuse maladie, mais il y a de nombreux cas dans les régions d'élevage en particulier.

### 3.7- Filariose

Appelée aussi elephantiasis. Elle est provoquée par des vers minuscules qui bouchent les canaux lymphatiques. Elle provoque un gonflement des bras et des jambes. On estime à 100.000 les personnes atteintes. En 1968, 589.098 doses de médicaments ont été distribuées contre 354.743 en 1970.

### 3.8- Malaria

La maladie, appelée aussi paludisme, -

est transmise par des protozoaires du genre "plasmodium". On estime qu'il y a 160.000 malades dans une région infectée où résident 31.600.000 personnes. En 1968, surgissaient 80.132 cas nouveaux. Le gouvernement affirme cyniquement que la malaria n'existe plus au Brésil.



### 3.9- Fièvre jaune

Transmise par les moustiques, c'est une maladie mortelle en peu de temps. En 1970 et 1971 de nombreux cas ont été observés dans les Etats de Mato Grosso Goias, Minas Gerais et dans l'intérieur de Sao Paulo. Actuellement elle n'est pas mentionnée par les statistiques.

### 3.10- Leishmaniose

Appelée aussi "Kala-azar", c'est une maladie transmise par les moustiques qui devient chronique, provoquant une anémie profonde. Présente dans les Etats de Piaui, Para, Ceara et Rio Grande do Norte. Il y a 100.000 cas recensés. Il y a eu 1.593 cas nouveaux en 1968 et le nombre des personnes contaminées augmente.

### 3.11- La peste

293 cas ont été observés en 1969. En 1969 et 1970, les statistiques montrent que les moyens mis en oeuvre pour la combattre ont considérablement diminué.

### 3.12- Trachome

Infection des yeux que peut provoquer la cécité. Il ya près de 2 millions de brésiliens atteints par la maladie, avec 102.019 cas nouveaux rien que pour 1968. Cette année 17.650 flacons de collyre et 939.013 comprimés de sulfamides ont été distribués, en 1970: 1.363 et 343.049 seulement. Voici un trait de plus caractérisant du gouvernement militaire.

### 3.13- Tuberculose

Il n'y a pas de données récentes publiées. On estime les malades à 600.000. En 1965 il y avait 400.000 cas dont 20% seulement en traitement. L'indice annuel de mortalité est de 68,5 cas pour 100.000 habitants.

### 3.14- Maladies mentales

On estime que un million de personnes sont atteintes de maladies mentales. Le nombre de Malades augmente chaque jour. 20% seulement sont traités, et encore dans des conditions bien insuffisantes. Il faut noter que le nombre de médecins au Brésil est insuffisant, en moyenne de un pour 1.763 habitants. L'O.M.S. estime raisonnable un minimum d'un pour 1.000 habitants. Dans certains Etats cette insuffisance devient alarmante: 1/4.051 dans l'Etat de Rio, 1/5.246 dans le Mato Grosso et 1/14.727 dans l'Etat de Maranhao. Pendant ce temps, des milliers d'étudiants sont réusés dans les facultés de médecine par manque de places.

### 3.15- Lèpre

En 1966, on connaissait 160.000 lépreux, desquels 16% seulement se trouvaient internés dans des conditions précaires, 56% se traitaient dans des infirmeries et 28% ne recevaient aucun traitement. On estime qu'en 1971 le Brésil avait environs 250.000 lépreux. L'infrastructure hospitalière est très insuffisante 3,6 lits pour 1.000 personnes en moyenne.

### 3.16- Variole

Le Ministère de la Santé affirme que l'on ne compte que 2.470 cas de varirole. Il se trouve que cela représente 99% de tous les cas recensés pour tout le continent américain. La dictature militaire a fait du Brésil le champion de la torture et de la varirole pour les 2 Amériques.

### 3.17- Hidatiose

C'est une maladie provoquée par les vers de chiens et de moutons. Présentée dans les régions d'élevage ovine, principalement dans le Sud. Il y a pas encore de statistiques la concernant.

Le taux de mortalité est encore élevé au Brésil, surtout dans la population infantile. Il y a des Etats où plus de 400 enfants sur 1.000 meurent pendant

la première année. Les statistiques récentes montrent que les indices de mortalité infantile les plus élevés se rencontrent au Nordeste. Dans les grandes villes de Natal, Sao Luiz, Recife et Manaus la Mortalité infantile atteint respectivement 169,3; 182,9; 165,3; et 160,7 pour mille (en 1969)

## 4. LA SOUS-ALIMENTATION

La santé n'est pas seulement l'absence de maladies, mais un état complet de vigueur, de capacité productive et de bien-être physique et mental. Pour être vraiment en bonne santé l'être humain a besoin d'une bonne alimentation, d'hygiène, d'une habitation décente, d'éducation et d'une série de biens et coutumes qui lui permettent de vivre convenablement. La santé du peuple est donc directement liée à son degré de développement politique, économique et social.

La quasi totalité des salariés brésiliens n'ont pas les conditions minimum de vie décente pour eux et leur famille. L'état général de santé reflète encore notre degré de sous-développement. La plus grande partie de la population (principalement de l'intérieur) n'assimile pas une quantité suffisante de calories et se trouve dans un état de sous-alimentation complète. Lors de nombreux congrès nationaux et internationaux, les médecins affirment que la sous-alimentation est une des causes principales des taux de mortalité.



## 5. VIE MOYENNE DU BRÉSILIEN

La vie moyenne était de 43,7 ans dans les années 1940-50. Aujourd'hui on l'estime à 59 ans dans les grands centres comme Rio et Sao Paulo. Mais dans le Nord et Nordeste elle ne dépasse pas 30 ans. Ces chiffres sont incertains, mais certainement très inférieures à ceux d'autres pays de l'Amérique et de l'Europe, quant à la moyenne de vie. \*



la represssion



COMMUNIQUE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DU 8 OCTOBRE

LETTRE DE D. WALDYR CALHEIROS, EVEQUE DE VOLTA REDONDA, RIO DE JANEIRO, BRÉSIL, A SES FRERES DANS L'EPISCOPAT :

Nelson Rodrigues Filho, 26ans, étudiant à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, a été arrêté, début avril, à Rio de Janeiro par la Police de l'Armée.

Il est fils de l'écrivain et journaliste Nelson Rodrigues, un des rares intellectuels brésiliens à prendre ouvertement la défense du régime militaire et a attaqué constamment Mgr. Helder Câmara et tout mouvement de gauche ou de résistance.

Nelson Rodrigues Filho est gardé à vue à la caserne du CODI, rue Barão de Mesquita, le principal centre de torture de la Police de l'Armée. IL a été torturé et sa vie est en péril. Au moment où l'arrestation de Rodrigues Filho s'est produite quatre autres révolutionnaires ont été assassinés à Rio de Janeiro: Ranuzia Alves Rodrigues et Ligia Nobrega, James Alles Luz et un autre homme.

Nous rappelons que l'action de protestation internationale est arrivée, dans le passé, à sauver la vie de révolutionnaires arrêtés au Brésil. \*

Cher frère dans l'Episcopat, Nous sommes obligés, quelques fois, de recourir à des moyens particuliers pour bien informer. Je ne pouvais assister avec indifférence à la douleur des familles de mon diocèse, par le fait d'être inculpé moi-même en deux procès en cours et peut-être de l'être une troisième fois à cause de la présente dénonciation. Le 6 Février 1972, la presse divulguait une note officielle que nous reproduisons du journal "O Globo", Rio de Janeiro, 7 Février 1972:

"Le Centre de "Public Relations" de l'Armée fait savoir que dans un organisme militaire de Barra Mansa, Etat de Rio de Janeiro, on découvrit un groupe de soldats liés au trafic et au vice de drogues. Pour tâcher de déceler les ramifications de ce réseau de trafiquants, les éléments de cette organisation militaire chargés de l'investigation, comme il fut découvert par la suite, agissent d'une manière qui doit être condamnée et qui est déformée ce qui provoqua la mort de sol-

dots.

Ce procédé totalement contraire au lois et aux règlements en vigueur dans l'Armée provoque l'aversion totale par l'Institution et la juste horreur de ses membres. Une rigoureuse enquête est en cours, car des événements de cette nature qui sont le fait d'individus déformés ne pourront jamais être acceptés avec complaisance par l'Armée."

Nous avons adressé une lettre à S. Exc le Ministre de l'Armée le 11 février, 1972, en lui disant notre solidarité, pour son attitude sincère, courageuse, et résolue manifestée dans la note. Mais la publication pure et simple de cette note dans la presse ne permet pas à nos frères d'identifier les faits.

Cet "organisme militaire" est le 1<sup>o</sup> bataillon d'Infanterie Blindée. Par deux fois cette organisme tenta de me traudire devant le Tribunal, quand en 1968 et 1971 je dénonçais les tortures subies par un ouvrier, un prêtre, par des jocistes e des civils.

L'escalade de la violence atteint maintenant les soldats eux-mêmes. Il y a des familles en deuil, d'autres angoissées.

Nous tachons d'être présent aux parents, en attente d'un mot des autorités militaires.

Dans cette douleur, la conscience du Pasteur nous est une consolation, non parce que nous nous réjouissons de voir prouvée la vérité de nos dénonciations, mais par l'assurance de ne pas avoir commis le péché d'omission, péché qui nous aurait ravi notre tranquillité.

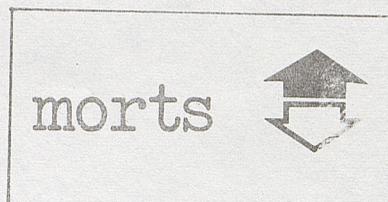
Ce qui m'oblige à attirer votre attention sur ces faits est la manière unilatérale de l'information.

Avec notre fraternelle amitié dans le Christ.

signé Waldyr  
Evêque Diocésain



EXTRAIT DU RAPPORT PRESENTE AUX AUTORITES MILITAIRES. SUR LA MORT ET DISPARITION DE SOLDATS DU 1<sup>o</sup> BATAILLON d'INFANTRIE BLINDEE DE BARRA MANSA, ETAT DE RIO DE JANEIRO:



1) Geomar Ribeiro da Silva - 19 ans - soldat recruté.

Emprisonné par le 1<sup>o</sup> B.I.B. de Barra Mansa, le 31-12-71 pour enquête sur marijuana. Le 13-1-72 la famille est informée de la mort de Geomar et le corps est mis à sa disposition. Le cadavre présentait des signes évidents de torture ; ongles arrachés, poignets dissequés, doigts brûlés, hématome des reins, face et crâne portant des signes de violence. La famille refusa les honneurs militaires offerts à Geomar à l'occasion de son enterrement.

2) Roberto Vicenée da Silva - 19 ans - soldat recruté.

Emprisonné par le 1<sup>o</sup> B.I.B., où il faisait son service militaire, le 12-1-72, pour enquête sur marijuana. Très blessé il fut envoyé à l'hôpital Central de l'Armée, dans la ville de Rio.

Le 25-1-72 à 10 heures, on communiqua à sa famille la mort de Roberto. Le corps fut transporté de Rio et remis à la famille à 23 heures, du 25-1-72. Il fut enterré le 26 à 9 heures avec tous les honneurs militaires, enroulé dans le drapeau national, salve de 21 coups, sonnerie du silence. \*

## disparus ↘

1) Wanderlei de Oliveira - 19 ans - soldat - recruté.

Le 11-1-72 emprisonné à 18 heures, chez lui, par le 1° B.I.B. pour enquête sur marijuana. Le jour suivant à 9 heures du matin la famille fut informée par un sergent de sa disparition du bataillon. Le sergent n'entra pas dans la maison ni demanda de la fouiller.

2) Juarez Monçao Viroti - 19 ans - soldat - recruté.

Le 12-1-72 Juarez laissa sa maison, pour prendre son service au Bataillon, de Barra Mansa. Il n'en revint plus. Le 17-1-72 on informa la famille que Juarez n'était pas au bataillon.

La note officielle publiée ne mentionne pas des soldats disparus, mais avec deux cadavres rendus à leur famille on ne peut pas accepter facilement l'hypothèse de la fugue des deux autres soldats. \*

## communiqué de la JOC internationale

Les secrétariats internationaux du Mouvement de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne et du Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens ont appris l'arrestation de Maria Angelina de Oliveira, ancienne dirigeante de la J.O.C. internationale, elle a été arrêtée à RECIFE le 25 avril 1972, au lieu même de son travail. Nous ignorons où elle se trouve actuellement et la raison pour laquelle elle a été arrêtée.

D'octobre 1969 à décembre 1971, elle a rempli la fonction de vice-président à la JOC internationale. A la fin de son mandat, en décembre 1971, elle est retournée vivre parmi sa famille au Brésil où elle a trouvé un travail dans une usine.

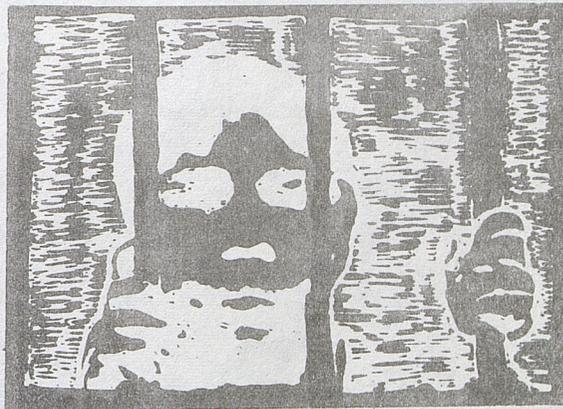
Nous, la J.O.C. internationale, et le Mondial des Travailleurs Chrétiens protestons avec indignation contre son arrestation qui s'est produite après de longues années d'engagement au niveau local, national et international pour la libération individuelle et collective des travailleurs. Nous protestons énergiquement contre la campagne incessante de répression menée au détriment des travailleurs qui luttent pour la justice sociale et la libération.

Nous faisons appel à tous ceux qui partagent les mêmes buts de libération et de justice pour se joindre à notre protestation envers les autorités nationales et internationales.

Bruxelles, le 27 avril 1972.

Sécretariat Internationale de J.O.C.  
26 rue Juste Lipse - 1040 BRUXELLES

Sécretariat du M.M.T.C. : 201 rue Bel - liard - 1040 BRUXELLES \*



PRISON A VIE  
POUR 9 REVOLUTIONNAIRES

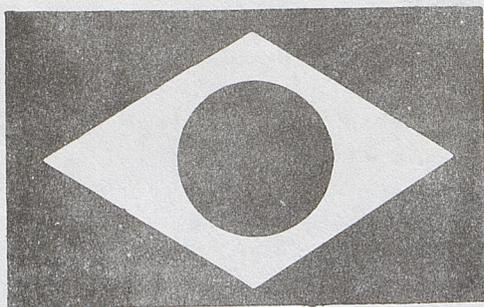
Un tribunal militaire a condamné le vendredi 14 avril, à la prison à vie neuf révolutionnaires accusés de l'enlèvement de M. Ereinfreid Von Holleben, ambassadeur d'Allemagne au Brésil.

M. Von Holleben avait été enlevé en juin 1970 par le commando Juarez de Brito de la V.P.R. avec l'appui de quelques combattants de l'A.L.N. et notamment de Carlos Lamarca.

La dictature militaire brésilienne avait été contrainte de libérer 40 prisonniers politiques et d'autoriser la publication d'un manifeste. Après la libération des révolutionnaires qui avaient été dirigés sur Alger, M. Von Holleben avait été libéré.

Des 9 condamnés seulement 3 étaient présents au procès : les révolutionnaires Alex Polari de Alverga, José Roberto Rende et Manuel Henrique Ferreira. Six autres sont en liberté et ont été condamnés par coutume.

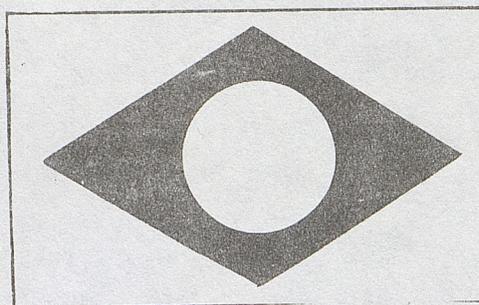
Trois autres participants à l'action, ont été tués: les révolutionnaires Eduardo Leite "Bacuri", Gerson Teodoro da Silva et Mauricio Guilherme Ferreira.



Amnesty International  
Tournagain Lane  
Farrington Street-London EC4 Anglete  
rre.

Association International des Juristes  
49 Av. Jupiter  
1190- Bruxelles- Belgique

Mr. Secrétaire Général des Nations Unies  
Organisation des Nations Unies



Nous prions toutes les personnes, institutions, fédérations et organisations syndicales et professionnelles, associations d'intellectuels, amicales professionnelles, associations chrétiennes, partis politiques, croyants ou athées, de s'opposer à la répression fasciste du régime brésilien et d'envoyer des lettres et télégrammes demandant la commutation de la peine de mort de A - RISTON DE OLIVEIRA LUCENA (19 ans), DIOGENES SOBROSA DE SOUZA et GILBERTO FARRIA LIMA (20 ans) aux adresses suivantes:

Au Président du Suprême Tribunal Militaire. Rio de Janeiro. Brésil

Ministre Alfres Buzaid  
Ministère de la Justice  
Brasilia - Brésil

Président du Brésil  
Emilio Garrastazu Médici  
Palacio do Governo-Brasilia-Brésil

Sa Eminence et Révérent Sainteté  
Pape Paul VI  
Vatican- Roma -Italie

MGR. Joseph Gremillon  
Commission Pontificale Justice et Paix  
Piazza S. Calistro, 16-Rome -Italie

Mr. Leopold J. Nilus  
CCIA Conseil Mondial des Eglises  
150, Route de Ferney-1211 Genève 20 -  
Suisse.

New York - U.S.A.

Mr. Président de la Commission de  
Droits Humains  
Organisation des Nations Unies  
New York - U.S.A. \*

LA VIOLENCE  
CONTRE  
LE PAYSAN



Le Père Antonio Canuto, responsable de la paroisse de Santa Teresinha, Matto - Grosso, adresse au Secrétaire de la Sécurité de l'Etat la lettre suivante :

"En qualité de secrétaire de Monseigneur l'évêque de ce diocèse, Pedro Casaldaliga, et en qualité de remplaçant du Père Francisco Jentel dans cette paroisse de Santa Teresinha, en qualité de prêtre, et surtout en qualité d'homme et de citoyen brésilien, ce serait une grave omission de ma part que de pas dénoncer ce qui se passe dans cette localité. Je suis amené à cela à

cause du climat d'insecurité, d'instabilité et de peur qui s'est installé, ici, et qui augmente chaque jour. Ce climat est renforcé par la présence de la Force Policière, qui aurait comme mission de garantir la tranquillité et la sécurité des habitants. Cette situation affecte gravement l'économie de misère de notre peuple : la récolte de la plupart est perdue, et la crainte de travailler par peur de la répression est importante. Je crois à l'importance de ce que j'avance, car seul celui qui est au contact du peuple peut sentir son angoisse et deviner son insecurity.

Le 4 de ce mois, le paysan Luis Balduino da Costa, en allant faire de courses en ville a été arrêté par deux policiers et entouré par des mandataires des riches seigneurs de terres de la région, en passant par les terrains de la CODEARA (Compagnie du Développement de l'Araguaia). Etant à cheval, il essaye de rompre l'encerclement. Il fut poursuivi par des voitures de police et mitraillé, il ne fut pas atteint.

J'ai appris la prison de quatre paysans sans défense qui ont été arrachés à leurs travaux et emmenés comme des criminels dangereux.

Une femme a été arrêtée. Mme Benvinda-Raimunda Pereira de Souza, arrêtée le 8 de ce mois, fut menacé de mort pour qu'elle ne racontât rien de ce qu'elle savait, et au commissariat local, elle signa une déposition dont elle ignorait le teneur. Sa soeur Maria Raimunda Pereira de Souza, enceinte sur le point d'accoucher, fut menacée une mitraille appuée sur le ventre. La plus jeune fille, âgée de moins de 10 ans, fut écartée de sa mère avec un fusil.

La résidence de M. José Carlos Pereira a été envahie par la Force de Police et il fut emprisonné sans savoir pourquoi.

Le mensonge et les menaces sont employés constamment comme force d'argumentation et de persuasion.

Tout cela crée le climat dont je parlais plus haut et donne l'impression, que les objectifs de l'enquête actuelle étaient déjà fixés. On peut le constater par la liste de personnes signalés par la CODEARA et par les policiers.

C'est montrer du bon sens que d'atta-

quer la cause des maux dont nous parlons, à la perte de l'humanité de la police pour traiter d'une conséquence alors que la cause n'a pas été soignée.

Plus encore, les agresseurs et les provocateurs de toute cette crise violente circulent librement dans les rues de la ville, transportent dans leurs voitures les commandés de Votre Excellence; se rattachant à la démonstration, de force dont Santa Terezinha est le lieu

Alors que les pauvres et les paysans sans défense - sont chassés comme de dangereux terroristes et des provocateurs de désordre social. Je suis surpris de voir la manipulation de la Force chargée de maintenir l'ordre et d'employer son zèle à la tranquillité, du peuple pour des intérêts pas toujours clairs.

Dans ce "sertao" oublié du Mato Grosso comme ailleurs, il est dans la mission, du prêtre d'interpréter les angoisses du peuple, et d'être la voix de ceux qui ne peuvent se faire entendre.

Votre Excellence n'ignore pas que les menaces ne m'intimident pas, car celui qui a la conviction et la certitude de lutter pour la Justice et la Vérité n'a pas à être intimidé".

Mars, 1972.

\*

## LES PILLAGES RECOMMENCENT AU CEARA

Le chômage dans la zone rurale du Ceara est l'une des causes des pillages, des magasins, des trains de marchandises, et des invasions des communes. Le 18 avril, un groupe important de réfugiés de Quixeto arriva à Iguatu pour chercher du travail: le maire de la localité mobilisa des forces de police, pour bloquer les routes d'accès à la ville, afin d'empêcher des nouvelles invasions.

Le 16 avril, un train de marchandises du réseau Ferroviaire Fédéral a été attaqué à Ibicua: les paysans réussirent à s'imparker de plusieurs sacs de sucre. A Boa Viagem, des réfugiés attaquèrent un dépôt de la Compagnie Brésilienne des Magasins et prirent environ 200 sacs de maïs. \*

On est sans nouvelles de Mme COSTA LIMA 32 ans, professeur, mère de deux jeunes enfants, épouse du professeur LUIS COSTA LIMA de l'Ecole de Sociologie de l'Université Catholique de Rio, auteur de plusieurs ouvrages de critique littéraire, très connus au Brésil. \*

## COMMUNIQUÉ

Nous apprenons la constitution d'un COMITE de SOLIDARITE FRANCE-BRESIL à Paris. Placé sous la Présidence du Professeur PAUL RICOEUR, le comité entend, oeuvrer pour que soient respectés les Droits de l'Homme au Brésil. Alors que l'acte Institutionnel N° 5 est en vigueur depuis plus de trois ans dans ce pays, le système de répression ne change ni de nature ni de méthodes comme en témoigne les informations suivantes, qui sont récemment parvenues au Comité.

Des policiers en civil ont arrêté en Mars et Avril derniers plus de 200 personnes, professeurs et élèves des Universités et des lycées. Les personnes arrêtées sont conduites à la "Vila Militar" à Rio ou dans les locaux du D.O.P.S. à Sao Paulo. Elles y sont enfermées plus ou moins longuement dans des cellules spécialement conçues pour la torture psychologique: ciment, pas d'ouvertures, parois intégralement blanches avec illumination très violente, munie d'un système de clignotement permanent, forte chaleur le jour, température inférieure à zéro la nuit, le prisonnier était dévetu à l'exception d'une chemise, table blanche, de métal avec prises électriques multiples, sonorisation par bande comportant gémissements, cris d'effroi et hurlements de douleur.

Durant les interrogatoires les prisonniers sont coiffés d'une cagoule empêchant de reconnaître les policiers. Certaines personnes sont en outre soumises à des tortures physiques: coups de barre de métal, chocs électriques.

Parmi les victimes de ces tortures, on peut citer MANUEM MAURICIO ALBUQUERQUE et GERSON, professeurs du Département d'Histoire de l'Université Catholique de Rio de Janeiro, actuellement en traitement en hôpital psychiatrique et atteints de lésions physiques.



Front Brésilien d'Information, fondé en novembre 1969, et organisé de façon autonome au service de la révolution brésilienne.